



RÉSOLUTION N° 18 – SOUTIEN À LA CAMPAGNE MONDIALE POUR PLUS DE DROITS CHEZ DEUTSCHE TELEKOM

29^e Congrès mondial de l'Internationale des Services Publics (ISP),
réuni à Durban, Afrique du Sud, du 27 au 30 novembre 2012

NOTE ce qui suit:

Dans le contexte de nos actions cruciales menées pour rétablir le pouvoir et l'importance des syndicats dans le monde entier, la Confédération syndicale internationale (CSI) et le Conseil des syndicats mondiaux, dont l'ISP fait partie, ont convenu de rassembler leurs ressources collectives en vue de soutenir un modèle de campagne d'organisation ciblée à l'échelle internationale. Cette nouvelle initiative concentre le soutien, les ressources et l'engagement du mouvement syndical mondial sur une campagne visant à obtenir des droits au sein d'une multinationale spécifique, et qui servira de modèle, en étant la première d'une série de campagnes mondiales concertées.

En janvier 2011, des représentants des fédérations syndicales internationales, la CSI et des centrales syndicales nationales du monde entier se sont rassemblés et ont choisi Deutsche Telekom comme point de départ pour élaborer leur nouveau modèle d'organisation mondiale. Bien qu'il ne s'agisse pas de la toute première campagne internationale, c'est la première fois que l'ensemble du mouvement syndical mondial se réunit pour collaborer et pour exiger qu'une société internationale fasse respecter des normes en matière de respect des travailleurs et des principes de travail décent, partout où elle a des activités.

Dans leurs pays d'origine, de nombreuses sociétés multinationales européennes connaissent une longue tradition de négociation collective et de dialogue social avec leurs syndicats nationaux, reposant sur le respect des droits fondamentaux des travailleurs. Bien que conflictuels, ces partenariats de négociation ont encouragé l'édification d'entreprises productives et prospères, d'une main-d'œuvre économiquement stable, et de démocraties nationales plus fortes.

Pourtant, tel que l'indiquait récemment Human Rights Watch, bon nombre de ces multinationales n'appliquent pas les meilleures pratiques utilisées dans leur pays d'origine en matière de relations de travail lorsqu'elles s'étendent aux États-Unis et dans d'autres pays du monde. Au lieu de cela, elles adoptent les pires pratiques appliquées dans leur pays d'accueil: manque de respect envers les travailleurs, tactiques d'actions antisyndicales, peur et intimidation à l'encontre des travailleurs qui n'ont pas peur de faire entendre leur voix, et licenciements et repréailles lorsqu'ils cherchent à adhérer à un syndicat. Au lieu d'emprunter la bonne voie en matière de droit du travail, et de servir d'exemple positif, ces multinationales s'adaptent au modèle de leur pays d'accueil en s'engageant sur la mauvaise pente envers les droits des travailleurs.

C'est exactement ce que la multinationale allemande Deutsche Telekom a fait lorsqu'elle a étendu son marché aux États-Unis. Les travailleurs américains doivent faire face à des comportements antisyndicaux, qui seraient sans précédent en Allemagne, dans le contexte d'une vaste stratégie agressive de « prévention contre les syndicats », adoptée par Deutsche Telekom dans le cadre de ses efforts visant à parvenir à un « environnement sans syndicat ». Les travailleurs méritent bien mieux de la part d'une société reconnue pour ses relations de travail respectueuses en Allemagne.

Pour cette raison, le *Communication Workers of America* et son homologue allemand *ver.di* ont fait converger leurs forces pour créer un syndicat transnational, TU, représentant communément les intérêts des travailleurs allemands et américains. Cette organisation permet aujourd'hui de coordonner un ensemble de travailleurs qui s'étend dans le monde entier. On estime que Deutsche Telekom emploie 250 000 travailleurs dans 35 pays différents.

L'année dernière, des milliers de membres de *ver.di* ont affiché leur soutien envers les travailleurs de T Mobile USA en se joignant à la réunion annuelle de l'entreprise, en envoyant des délégations aux États-Unis pour qu'elles rencontrent les travailleurs sur certains sites clés de l'organisation, et en ralliant du soutien en Allemagne sous le thème « Nous

L'Internationale des services publics (PSI) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. La PSI défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. La PSI travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.

nous attendons à mieux ». Des centaines d'employés américains de T Mobile sont devenus membres du TU, et les dirigeants ont rencontré leurs collègues de *ver.di*, personnellement comme sur des forums en ligne.

La campagne modèle pour les droits et la voix des travailleurs de Deutsche Telekom cherche à recourir à une coordination et une communication internationale sans précédent, afin d'établir un lien entre les luttes quotidiennes que rencontrent les travailleurs pour créer leurs syndicats et exprimer leurs demandes collectives de respect des droits fondamentaux et de voie vers un travail décent dans tous les domaines possibles. À l'avenir, des études supplémentaires permettront d'appliquer ce modèle mondial à d'autres secteurs.

DÉCIDE que l'ISP rejoindra le mouvement syndical mondial en soutenant cette campagne internationale visant à aider les travailleurs de Deutsche Telekom à obtenir leurs droits du travail fondamentaux, à se faire entendre sur leur lieu de travail, et à négocier en vue d'obtenir une vie meilleure, pour eux-mêmes comme pour leurs familles.

DÉCIDE que l'ISP publiera les dernières actualités de cette campagne sur son site Internet et fournira des outils permettant aux membres de soutenir la campagne à travers les marchés publics et les stratégies d'investissement des travailleurs, ainsi que par un engagement direct et des campagnes auprès des consommateurs, le cas échéant.

DÉCIDE que l'ISP et ses membres feront preuve de solidarité envers le secteur public par le biais de cette campagne pour le secteur privé, afin de promouvoir l'unité de tous les travailleurs en ces temps de menaces sans précédent.

DÉCIDE que l'ISP fera appel à la CSI afin qu'elle recherche d'autres cibles potentielles dans le secteur public pouvant faire l'objet de futures campagnes concertées, et qu'elle identifie notamment des multinationales impliquées dans la privatisation de services publics.

Consultez toutes les [résolutions du Congrès](#) dont le Programme d'action et les Statuts.